

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Politiques de santé (France) > **Gouvernement (France) : Après le discours d'Attal, réarmons nos luttes (...)**

Gouvernement (France) : Après le discours d'Attal, réarmons nos luttes pour la santé publique

lundi 12 février 2024, par [NPA \(commission Santé Sécu Social\)](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2024).

Attal, le Premier ministre, a fait son discours. Entre autres sujets, il a parlé de la santé. Comme le reste, il en a parlé en des termes martiaux, puisqu'il a annoncé « poursuivre le réarmement de notre système de santé ».



Comme le signale le Collectif Inter-Hôpitaux (CIH), le « désarmement » du système de santé est en cours depuis de nombreuses années. Macron et ses gouvernements n'ont jamais cessé de supprimer des lits. Ils ne sont pas revenus sur la tarification à l'activité (T2A) malgré leurs promesses. Rappelons que depuis son lancement en 2004, ce mode de financement a grandement participé aux dérives de l'« hôpital entreprise », déconnecté des réels besoins des établissements et des patientEs.

Renflouer la santé publique

Aujourd'hui la fuite des soignantEs, épuiséEs, contribue au naufrage de la santé publique qui n'a pas besoin d'être « réarmée » mais renflouée.

Partout en France, les milliers de lits fermés, les services d'urgences « régulés » — quand ils ne sont pas fermés —, les blocs opératoires en sous-régime par manque de personnel conduisent à des drames et des pertes de chances relayés quotidiennement dans la presse [Communiqué du CIH du 2 février 2024.].

Attal n'a fait aucune annonce budgétaire. Les centres hospitaliers universitaires (CHU) manquaient d'au moins 1,2 milliard d'euros à la fin 2023, soit trois fois plus qu'en 2022. Que répond Attal à cette situation ? : « Les moyens du Ségur de la santé [n'étaient pas] encore arrivés partout ». Ajoutant que cela changera rapidement...

Pour qu'il y ait plus de médecins face aux patientEs il pense à obliger les médecins libéraux à effectuer des gardes, en soirée, le week-end, dans leur cabinet, à l'hôpital ou en maison de santé. Évidemment le numerus clausus instauré depuis 1971 pour limiter les dépenses de santé a mécaniquement limité la formation de médecins et a créé des déserts médicaux dans tout le pays. Que ce soit en secteur rural ou urbain.

Pour lutter contre ces déserts, Attal a annoncé vouloir régulariser des médecins étrangers, sans qui

aucun hôpital ne pourrait fonctionner aujourd'hui. Il a même expliqué qu'il allait nommer un émissaire chargé d'aller chercher à l'étranger des médecins qui voudraient venir exercer en France. Rappelons qu'il y a aujourd'hui 18 000 praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE)... qui seraient inscrits à une épreuve de vérification des connaissances.

Par ailleurs, Attal avait promis lors de sa visite au CHU de Dijon de « mettre l'hôpital en haut de la pile » de ses dossiers et un budget hôpital sans précédent l'année prochaine (avec l'annonce des 32 milliards bidon). Quinze jours et une conférence de presse de Macron plus tard, l'hôpital est redescendu en bas de la pile et il ne reste plus que les gadgets organisationnels et punitifs qui ne résoudront rien. Par exemple l'obligation de payer les rendez-vous non honorés chez le médecin, dite « taxe lapin ».

Attal n'a pas abandonné l'idée de restreindre le droit à l'aide médicale d'État pour les étrangers sans-papiers. Et ce, malgré la censure de certains articles de la loi immigration de Darmanin par le Conseil constitutionnel. Il a expliqué que ce serait fait avant l'été, par voie réglementaire.

Le projet de loi sur l'aide active à mourir sera examiné « avant l'été », avec la promesse de renforcer « considérablement » les unités de soins palliatifs.

Des luttes d'ampleur nécessaires

Après ces annonces, la vie des soignantEs et des patientEs ne va pas s'améliorer. Les moyens nécessaires au bon fonctionnement des hôpitaux ne seront pas donnés. Comme le dit le CIH : « Cela constitue une mise en danger avérée des citoyens ». Olivier Milleron qui en est membre enfonce le clou : « On a droit à des mesurette, des mesures gadget, tout ça reste très anecdotique par rapport à la crise actuelle, aux déficits historiques des hôpitaux [comprendre la sous-dotation budgétaire], aux services d'urgences qui ferment faute de personnels, aux problèmes d'attractivité... ».

Il n'y a donc pas d'autre solution que de renouer avec des luttes d'ampleur menées conjointement par le personnel de santé et la population pour que la santé publique soit pourvue des moyens nécessaires à la prise en charge correcte de quiconque en aurait besoin.

Dépenser des milliards dans l'armement (de 49,3 milliards d'euros pour le budget militaire en 2023 à 69 milliards en 2030) et diminuer les budgets nécessaires aux soins de la population, au point de compromettre la santé, voire la vie, des malades, c'est un des symboles d'une société en voie de putréfaction.

Commission santé sécu social du NPA

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 694 (08/02/2024). Publié le Jeudi 8 février 2024 à 17h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/sante/apres-le-discours-dattal-rearmons-nos-luttes-pour-la-sante-publique>